

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1712 - 17 septembre 1992 - 2,50 F

D 1712 NICARAGUA: CRISE AU GOUVERNEMENT ET DANS L'OPPOSITION

La présidence de Mme Violeta Barrios de Chamorro est l'objet de fortes pressions internes et nord-américaines. En fin 1990, un "coup d'Etat constitutionnel" manqué avait révélé les profondes divergences existant entre Antonio Lacayo, ministre de la présidence et homme de confiance de la présidente, et Virgilio Godoy, vice-président de la République auteur du coup d'Etat manqué (cf. DIAL D 1561). La polémique de fond portait et porte toujours sur la présence du général sandiniste Humberto Ortega à la tête de l'armée et de la police, ainsi que sur l'expropriation des terres d'anciens somozistes sous le régime sandiniste.

En mai 1992, c'est le président de l'Assemblée nationale nicaraguayenne, M. Alfredo César, qui provoquait une nouvelle crise en dénonçant devant le Congrès des Etats-Unis la permanence de l'influence sandiniste dans le gouvernement nicaraguayen. Le sénateur républicain Jesse Helms - ami personnel de la famille Somoza et connu pour ses positions d'extrême-droite - obtenait alors du Congrès le gel de 100 millions de dollars d'aide au Nicaragua, sur les 280 millions prévus au titre de 1992. Par delà les exigences nord-américaines de changements à la tête de l'armée et de la police, et de modifications de la législation antérieure sur les expropriations de biens d'anciens somozistes, il semble bien que soit essentiellement visée la personne d'Antonio Lacayo, le ministre de la présidence.

Parallèlement aux ennuis de la coalition gouvernementale, les milieux sandinistes sont en pleine lutte pour le pouvoir. Cela ressort de l'analyse ci-dessous tirée de **Pensamiento Propio** d'avril 1992.

Note DIAL

CRISE AU FRONT SANDINISTE DE LIBÉRATION NATIONALE

par Daniel Flakoll Alegria

La vieille maxime selon laquelle les partis ne se divisent jamais à la base mais à la tête semble bien s'appliquer au Nicaragua.

Tandis qu'à la base du FSLN on voit naître des initiatives et des débats pour une plus grande unité, on voit apparaître au sommet des symptômes de division préoccupants. Depuis 1978 le thème de l'unité a toujours été sacro-saint pour les sandinistes. S'il y avait des divergences entre les neuf membres de la direction nationale, elles se négociaient à l'intérieur du groupe, jamais en public. Les ratés et les succès de la direction collective étaient assumés au sommet et aussi, de ce fait, à la base.

Avec la défaite électorale de 1990 les choses ont changé. Nombre de sandinistes ont remis en cause le "verticalisme" et les méthodes autoritaires du FSLN. On a commencé à exiger davantage de débat et de participation aux décisions. Et on a fini par voir les dirigeants sandinistes s'attaquer et se contredire en public, un signe évident de fêlures dans le parti.

Suite à un virulent débat entre Humberto Ortega et Luís Carrión, tous deux de la direction nationale, après que le commandant en chef de l'armée eût concédé la médaille "Camilo Ortega" du mérite militaire à l'attaché militaire nord-américain (1), Daniel Ortega a pris la défense de son frère en déclarant que ce geste relevait de la décision souveraine du chef de l'armée et que, ce faisant, il entendait uniquement instaurer de nouvelles relations avec

(1) Pour sa médiation auprès du gouvernement des Etats-Unis en faveur du général Humberto Ortega (NdT).

les Etats-Unis. Dans cette même déclaration, Daniel Ortega a cependant critiqué le commandant Henry Ruíz, chargé au FSLN des relations internationales, en lui reprochant d'être allé aux Etats-Unis pour établir les premières relations officielles entre le gouvernement nord-américain et le FSLN.

De nombreux militants en sont restés perplexes. Pourquoi était-il acceptable que le commandant en chef de l'armée puisse établir un nouveau type de relations avec les Etats-Unis, mais que cela était inacceptable pour le responsable des relations internationales au FSLN?

L'Internationale socialiste

Ces à-coups de Daniel Ortega ne sont pas nouveaux. Lors du premier congrès de son parti en juillet 1991 et de la première rencontre avec la solidarité internationale en octobre suivant, Ortega avait déclaré que le programme de l'Internationale socialiste ne représentait pas les intérêts des pauvres; et qu'il serait préférable de créer un bloc des partis politiques du Sud qui représenterait vraiment les pays en voie de développement et qui pourrait faire un front commun face au Nord. Cependant, à la mi-février, il se rendait en Espagne pour demander expressément à Felipe González son soutien pour une entrée du FSLN à l'Internationale socialiste.

Même si de nombreux militants sandinistes ne s'opposent pas à cette entrée, car elle ne ferait que confirmer une situation de fait, certains pensent que ce devrait être l'occasion d'une nouvelle définition du parti, l'ancienne ne faisant plus l'unanimité. Mais tous sont d'accord pour dire que des décisions de cette nature ne devraient pas être prises sans passer par l'Assemblée sandiniste ou le congrès du parti qui sont les plus hautes instances de décision du FSLN. Ortega a expliqué que son voyage en Espagne n'était pas un acte d'entrée à l'Internationale socialiste, mais uniquement un sondage. Il a ajouté que la décision finale serait prise par l'Assemblée sandiniste après sa convocation pour fin mars.

Les "sectes" dans le sandinisme

La crise a connu de nouveaux rebondissements avec les déclarations d'Ortega contre le journal **Barricada** et contre **Radio Sandino**, deux médias sandinistes, et avec ses critiques publiques envers Luís Carrión à qui il reprochait sa décision de s'absenter pendant une année pour aller étudier à l'Université de Harvard.

Selon Ortega, si Carrión abandonne pour raisons personnelles ses responsabilités à la direction du parti, il faut reconsidérer sa condition de membre de la direction. En dépit de la justesse de la remarque, ce qui choque est qu'il l'ait faite publiquement, avant toute décision au niveau de la direction nationale. Il n'y a pas seulement là un signe du manque de communication entre les dirigeants du FSLN, mais cela laisse aussi entendre que Daniel Ortega s'emploie à renforcer son pouvoir au sein de la direction collective pour s'imposer peut-être comme chef incontesté.

En ce qui concerne la querelle avec les médias sandinistes, Ortega a ramené sur le tapis une vieille polémique jamais réglée. D'après lui, il existe des "sectes" à l'intérieur du sandinisme qui se sont approprié d'importants espaces dans les médias, mais qui ne reflètent pas la vraie nature du sandinisme. Pour Ortega, **Barricada** est devenu un "journal pour les riches" qui consacre davantage de matières au gouvernement qu'au FSLN. Il a ajouté que, lors de la décision de retirer à **Barricada** son caractère de journal officiel du FSLN, lui-même se trouvait en dehors du pays, et qu'il n'avait pas approuvé cette décision.

En réplique, le commandant Bayardo Arce, responsable des médias sandinistes par mandat du congrès du parti, a publié un communiqué au ton pointu pour réfuter différentes critiques d'Ortega. L'arrière-plan de cette polémique sur le contrôle des médias n'est pas tant le journal lui-même que la présence comme directeur de Carlos Fernando Chamorro. La prochaine réunion de l'Assemblée sandiniste en fin mars servira de baromètre pour prendre la mesure actuelle du rapport des forces en faveur du secrétaire général.

Pour l'heure, le débat s'est ouvert au niveau de la base sandiniste: les militants discutent et recherchent des alternatives pour l'action. La peur de la critique a disparu et des révisions en profondeur sont exigées pour la redéfinition du parti.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 375 F - Etranger 420 F - Avion Am. latine 490 F - USA-Canada-Afrique 460 F
Directeur: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL - Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN 0399-6441